Alors que plus de 125 millions de femmes et de filles ont subi des mutilations génitales ou une excision, 30 millions de filles risquent d'être excisées au cours de la prochaine décennie, indique lundi l'UNICEF dans un rapport, qui montre aussi que la majorité de la population des pays où se concentrent ces pratiques y est opposée.

Le rapport du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), intitulé Mutilations génitales féminines/excision : aperçu statistique et étude de la dynamique des changements, est la compilation la plus complète à ce jour de données et d'analyses sur le sujet.

Des enquêtes menées dans les 29 pays d'Afrique et du Moyen-Orient où ces pratiques perdurent montrent que les filles risquent moins l'excision qu'il y a 30 ans et que l'adhésion à cette pratique décline, même dans les pays où elle est quasi universelle, comme l'Égypte et le Soudan.

Pourtant, bien que le soutien aux mutilations génitales fléchisse, des millions de filles courent encore un danger considérable.

Le rapport montre ainsi l'écart qui existe entre l'opinion personnelle à propos de ces pratiques et un sentiment d'obligation sociale solidement enraciné qui explique pourquoi elles perdurent. Il est en outre difficile d'aborder ouvertement cette question intime et sensible.

« Les mutilations génitales et l'excision constituent une violation du droit des filles à la santé, au bien-être et à l'autodétermination », a affirmé Geeta Rao Gupta, Directrice générale adjointe de l'UNICEF, qui a souligné qu'il n'était pas suffisant de légiférer sur le sujet.

« Ce qu'il faut à présent, c'est laisser les femmes et les filles, les hommes et les garçons, s'exprimer avec force et clarté pour annoncer qu'ils souhaitent l'abandon de ces pratiques néfastes», a-t-elle déclaré.

Le rapport de l'UNICEF montre aussi que non seulement la majorité des femmes et des filles

est contre ces pratiques, mais qu'un nombre important d'hommes et de garçons y est opposé.

Dans trois pays - la Guinée, la Sierra Leone et le Tchad - les hommes sont d'ailleurs plus nombreux que les femmes à vouloir y mettre fin.

En termes de tendances, le rapport note que dans plus de la moitié des 29 pays où les mutilations génitales et l'excision sont concentrées, les filles d'aujourd'hui risquent moins d'être excisées que leur mère.

Les filles de 15 à 19 ans sont trois fois moins susceptibles d'avoir subi des mutilations que les femmes de 45 à 49 ans au Kenya et en Tanzanie.

La prévalence a baissé de près de moitié chez les adolescentes du Bénin, d'Iraq, du Libéria, du Nigéria et de la République centrafricaine.

Si ces pratiques ont été pratiquement abandonnées par certains groupes et dans certains pays, elles restent courantes dans beaucoup d'autres, en dépit des risques sanitaires qu'elles font courir aux filles et malgré, parfois, l'interdiction de la loi.

En Somalie, en Guinée, à Djibouti et en Égypte, les mutilations génitales et l'excision sont quasiment universelles : près de neuf femmes et filles sur dix ont ainsi été excisées dans le groupe des 15 à 49 ans. Aucune baisse n'est également constatée dans des pays comme la Gambie, le Mali, le Sénégal, le Soudan, le Tchad ou le Yémen.

Pour y remédier, le rapport recommande de soumettre ces pratiques à un regard plus critique, afin de contrer l'idée fausse selon laquelle « tout le monde » les approuve. Il insiste aussi sur le rôle que l'éducation, puisqu'à un niveau d'instruction plus élevé chez les mères correspond un risque moindre d'excision chez les filles.

Le rapport propose quelques mesures cruciales pour éliminer les mutilations génitales et

l'excision, telles que la prise en compte des traditions culturelles locales plutôt qu'une opposition frontale et la modification des attitudes individuelles envers ce phénomène tout en intégrant les attentes profondément enracinées des groupes sociaux.

Le rapport recommande aussi l'étape cruciale que constitue la visibilité accrue des attitudes secrètement favorables à l'abandon de ces pratiques - afin que les familles sachent qu'elles ne sont pas seules -, ainsi que le renforcement des contacts entre les groupes qui les pratiquent encore et ceux qui ne le font plus

Une amélioration du statut et des perspectives des filles et la poursuite de la collecte des données pour éclairer les politiques et programmes visant à éliminer les mutilations génitales et l'excision sont également avancées par ce rapport.